



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité départementale Aube/Haute-Marne**

Chaumont, le 18 octobre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10 novembre 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ESKA - SAINT DIZIER**

44/46 rue Jeanne d'Arc 52100 ST DIZIER

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 novembre 2022 dans l'établissement ESKA - SAINT DIZIER implanté 44/46 rue Jeanne d'Arc 52100 ST DIZIER. L'inspection a été annoncée le 3 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESKA - SAINT DIZIER
- 44/46 rue Jeanne d'Arc 52100 ST DIZIER
- Code AIOT : 0005701275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société ESKA de Richebourg est autorisée à exploiter une installation de tri, transit et regroupement de déchets, principalement des déchets de métaux sur le site de Saint-Dizier.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action régionale DREAL 2022 - Tri - Transit - Regroupement de déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/06/2016, article R512-47	/	Sans objet
2	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
3	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1	/	Sans objet
5	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.2	/	Sans objet
6	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2008, article 2.9	/	Sans objet
7	Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 a) et b)	/	Sans objet
8	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5	/	Sans objet
9	Gestion des anomalies à l'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 c) et d)	/	Sans objet
10	Opération de tri des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/05/2012	/	Sans objet
11	isolement du réseau de Collecte	Arrêté Préfectoral du 09/05/2012	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n' amène à aucune remarque.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/06/2016, article R512-47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Situation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.
<b>Constats :</b> Flux en 2021 : 35 500 tonnes entrants dont Plastiques : 60 t, papier-carton : 1 300 tonnes plastiques, 32 500 tonnes métaux ferreux, 500 tonnes métaux non ferreux, bois : 1 800 tonnes, 14 tonnes (déchets, DIB), 2 600 tonnes gravats. Les volumes respectent les activités autorisés de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, registre déchets entrants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.
<b>Constats :</b> Un registre informatisé est renseigné au pesage. Aucune zone de chalandise n'est définie dans l'AP, la zone d'approvisionnement est départementale (52 et 55). Batteries apportées par les particuliers, pas de BSDD.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, registre déchets sortants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes
<b>Constats :</b> Un registre informatisé des déchets sortants est renseigné. Un bordereau BSDD et un ticket de sortie sont établis. Les bordereaux présentés ont comme code déchets : 16 06 01* batteries envoyée en filière dédiée, 20 05 01*, DEEE, 20 01 23* réfrigérateurs, 13 05 07* boues de curage. Les métaux sont envoyés soit en fonderies ou aciéries, soit vers traitement type broyage, les métaux non ferreux en filière de regroupement. Le reste est traité comme DIB (enfouissement). Les BSDD sont correctement remplis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. - d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
<b>Constats :</b> Une procédure d'alerte (plan d'intervention incendie) est établie et disponible. Un registre de sécurité est en place. La dernière vérification des moyens de lutte contre l'incendie a été effectuée le 18/10/2022. Le site dispose d'extincteurs, de RIA, de détecteurs de fumée, de 2 poteaux incendie extérieurs, de 5 poteaux incendie intérieurs, d'affichage de consignes de sécurité, de sable. Les moyens sont également contrôlés en interne régulièrement. La dernière vérification électrique a été effectuée le 03/08/2022. Quelques remarques ont été traitées par un prestataire électricien.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérations susceptibles de générer une pollution ou un accident font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de déconditionnement, conditionnement de produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou des déchets présents.
<b>Constats :</b> Les consignes de sécurité sont affichées sur l'ensemble du site. Elles sont recueillies dans un registre de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Isolement du réseau de collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2008, article 2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, capacité de rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
<b>Constats :</b> Les eaux susceptibles d'être polluées sont recueillies par des avaloirs et dirigées vers plusieurs séparateurs d'hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel. Des système d'obturation sont en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Procédure d'admission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 a) et b)
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôles à l'admission
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.
<b>Constats :</b> Une aire d'attente avant la pesée est en place. Une procédure d'acceptation préalable en place. Un contrôle de radioactivité est réalisé à l'entrée du site. Plusieurs contrôles visuels sont effectués. Un bon de réception est délivré au chauffeur avec un bon de pesée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Identification des différents entreposages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> IV. - Entreposage des déchets Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).
<b>Constats :</b> Les aires de stockage sont délimitées et tracées au sol. Un plan des zones est tenu à jour. Les zones de stockage sont séparées par des murs ou sont constituées d'alvéoles spécifiques et/ou de bennes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Gestion des anomalies à l'admission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 c) et d)
<b>Thème(s) :</b> Autre, Procédure de refus
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser. d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant : - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet. Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.
<b>Constats :</b> Un registre des refus est établi informatiquement avec accès aux informations pour les 3 derniers mois et pour les 12 derniers mois. Une procédure de refus est en place avec isolement et tri sur site ou renvoi au fournisseur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Opération de tri des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/05/2012
<b>Thème(s) :</b> Autre, Opération de tri des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets sont-ils triés en fonction de leur nature et de leur exutoire ? Quels sont les outils de tri disponibles sur site ? Bande de tri manuelle, bande de tri automatique, tri manuel, grappin, autres.... Combien d'opérateurs sont affectés au tri des déchets ? (état avant / après tri)
<b>Constats :</b> Le tri matière est visuel et effectué avec des grappin aimantés. 3 personnes sont affectées aux opérations de tri.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : isolement du réseau de Collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/05/2012
<b>Thème(s) :</b> Autre, isolement du réseau de Collecte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> - présence de dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre.- contrôle de leur fonctionnement
<b>Constats :</b> Les aires extérieures sont bétonnées, avec récupération des fluides vers des regards, passage en séparateurs d'hydrocarbures, avant rejet direct dans le milieu naturel. Un système de confinement (isolement par boudins gonflables) des eaux d'extinction en place. Les séparateurs disposent d'un système d'obturation pneumatique pour isoler le rejet dans le milieu naturel (canal de l'Est).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet